

SUNDEP INFOS

LA BRÈVE DU SYNDICAT SOLIDAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Difficile de se soustraire à cette actualité guerrière du moment qui nous a tout·es fauché·es et plongé·es dans un de ces mondes d'après jamais envisagés sur Terre. J.M. Blanquer semble, lui, sur une tout autre planète. Au moment où les troupes russes entrent en Ukraine, notre ministre regarde ailleurs, vers le ballon rond de la Ligue des champions, en se félicitant de sa relocalisation de Saint-Petersbourg au Stade de France : Zapoï !

Pour que ce 8 mars soit une grande déferlante ! Grève féministe !

Parcours scolaires distincts, « division sexuée du travail », carrières incomplètes, rémunérations puis pensions inférieures : les inégalités femmes-hommes sont toujours très nettes, à l'école mais aussi dans la vie professionnelle. Les inégalités construites tout au long de la scolarité conditionnent les inégalités d'emploi, de position sociale et de salaire. De fait, les femmes sont toujours rémunérées en moyenne 22,3 % de moins que les hommes, un écart qui n'a baissé que de 5 points depuis 1995.

Au-delà du monde du travail et de la France, les femmes d'ici et d'ailleurs sont les 1^{ères} victimes toutes désignées de la violence. Que cette violence s'exprime au quotidien ou, à son paroxysme, lors de conflits militaires. À elles, en effet, de gérer la charge mentale de journées qui n'ont plus rien d'ordinaire dans un climat de peur et de danger. Ça se passe comme ça en Ukraine aujourd'hui mais aussi partout ailleurs dans le monde lorsqu'un conflit éclate.

Le SUNDEP Solidaires soutient l'appel à la grève du 8 mars lors de la journée internationale pour le droit des femmes.

Plus de bla bla ni de promesses sans lendemain : des actes !



L'école de demain : comment les candidat·es la voient-ils/elles ?

Une chose est certaine : ils/elles veulent tout·es la réformer. Les moyens pour le faire ne sont assurément pas les mêmes et les clivages gauche/droite persistent, violemment.

Il y a ceux/celles qui croient aux vertus d'un drastique renforcement des fondamentaux : plus d'heures de maths, de français sans oublier l'instruction civique, quitte à laisser de côté toutes autres matières « marginales ». Les plus convaincu·es prônent même le retour du sacro-saint certificat d'études. D'autres estiment nécessaire la mise en place de réserves (retraité·es) pour prêter main forte aux enseignant·es. Ceux-là / celles-là ont en commun une répugnance des élèves turbulents qu'ils/elles comptent mater allègrement. Ils/elles sont bien sûr à droite dans l'échiquier politique.

Il y a ceux/celles qui croient indispensable de s'attaquer à la racine du mal : les inégalités en milieu scolaire, notamment pour les plus défavorisé·es et qui s'intéressent d'un peu plus près à la carrière des enseignant·es. Ceux-là, celles-là passent par un recrutement (plus ou moins) massif de professeur·es, le temps de leur quinquennat. Ceux-là, celles-là veulent majoritairement abroger les réformes du lycée et BAC pour un retour à un diplôme national et souhaitent

aussi réduire le nombre d'élèves par classe. Ils/elles sont à gauche de l'échiquier politique, bien sûr. Enfin, un seul entend également promouvoir et encourager les voyages scolaires, à l'étranger, à la campagne ou à la montagne, en partie financés par l'État et les collectivités locales. Parce que les voyages forment la jeunesse, assurément.

Il n'est ni vraiment à droite, ni vraiment à gauche... bien sûr.

La priorité sera donnée à l'école...

« Et à nos enseignants, qui seront plus libres, plus respectés et mieux rémunérés », c'est ce que nous avons pu lire dans la lettre adressée aux Français·es par E. Macron, désormais aussi candidat. Certes, mais à l'heure du bilan d'un quinquennat plus que contrasté et qui s'est éloigné chaque année un peu plus de ce but annoncé pour le prochain, il y a de quoi s'interroger. L'heure des bilans a sonné pour le ministre de l'Éducation qui aura battu le record de longévité rue de Grenelle. Une commission du Sénat a effectué l'inventaire des mesures prises durant ces 5 dernières années. « La mise en œuvre des réformes donne l'impression d'une politique publique menée dans la précipitation, à la mise en œuvre mal accompagnée. De nombreux objectifs n'ont pas été atteints, conduisant à un sentiment de "naviguer à vue", de "générations d'élèves cobayés" ou [de] déception pour le personnel enseignant », écrivent-ils/elles. C'est la relation « très dégradée » entre les personnels de l'éducation et leur ministre qui a été la plus pointée du doigt par ces rapporteur·es sénateur/trices.

Le rapport met en avant le malaise des enseignant·es : un quart d'entre eux/elles se demandent s'ils/ si elles n'auraient pas mieux fait de choisir une autre voie professionnelle, selon un sondage réalisé pour le Sénat en janvier.

Les enseignant·es continuent à se sentir mal aimé·es par la société et seulement 4 % des professeur·es des écoles considèrent que leur métier est valorisé. Les sénateur/trices souhaitent ainsi la mise en place automatique d'une protection fonctionnelle pour les enseignant·es et la même célérité dans le suivi des dépôts de plainte des enseignant·es que pour d'autres personnes chargées d'une mission de service public.

Le dédoublement des classes de grande section au CE1 en éducation prioritaire, promesse du candidat Macron, a conduit à des premiers résultats mitigés. Le dédoublement et le plafonnement à 24 élèves par classe nécessitent 19 300 emplois. Sur l'ensemble du quinquennat, seuls un peu plus de 7 000 ont été créés, regrettent les élu·es.

national@sundep-solidaires.org
<http://www.sundep.org>

Le 14 mars : bas les masques ?

Jean Castex vient de l'annoncer : dès le 14 mars prochain, le port du masque ne sera plus obligatoire à l'intérieur et donc *a fortiori* également dans les salles de classe. « On va enfin pouvoir voir la tête de nos élèves » entend-on déjà dans certaines salles des profs. Pourtant, beaucoup d'enseignant·es sont partagé·es entre soulagement, après deux ans sous Covid, et inquiétudes. En effet, cette décision a été prise alors que le taux d'incidence a beaucoup baissé mais reste très élevé dans les établissements scolaires. De plus, on constate également que la baisse des contaminations marque le pas. En attendant le énième protocole à appliquer, restons prudent·es et vigilant·es pour nos collègues et élèves immunodéprimé·es.

Le monde d'après... Blanquer

J.M. Blanquer souhaite être parachuté loin de la rue de Grenelle, en banlieue, selon son aspiration du moment. Cette nouvelle, en soi, est plutôt très bonne pour l'ensemble du monde de l'Éducation. De là à lui souhaiter un bon atterrissage, mieux vaut ne pas exagérer. Le ministre s'est fixé un objectif plutôt ambitieux : devenir député de la nation. Forcément, il lorgne sur une circonscription gagnable, ce qui semble être le cas de la 3^e, dans les Yvelines remportée en 2017 par la marcheuse B. Piron avec 59 % des voix. Celle-ci n'avait pas envisagé de se retirer de la course, contrairement à d'autres de ses collègues LREM, dans les Yvelines. C'est de façon brutale et autoritaire que J.M. Blanquer l'a informée qu'il prenait sa place sans même la nommer suppléante. Et cela même si peu d'habitant·es des Yvelines peuvent se targuer d'avoir rencontré le ministre ces 5 dernières années. Une chance qui sait... en attendant peut-être le pire à venir ces 5 prochaines années.

